

La Russie et les exportations de matières premières

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a d'immenses conséquences pour le système énergétique mondial, mais aussi pour la Russie elle-même. Les sanctions et la réduction des livraisons de gaz russe à l'Europe ont déséquilibré le rapport entre l'offre et la demande sur le marché des énergies fossiles. Ces évolutions menacent le statut de la Russie comme puissance mondiale exportatrice de matières premières.

Par Jeronim Perović

La Russie jouit d'une abondance en matières premières stratégiques pratiquement unique au monde. Elle fait partie des principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole, de gaz et de charbon. Elle fournit également d'autres biens très demandés sur les marchés mondiaux, tels que le blé, les produits sidérurgiques, les métaux, les engrais azotés et les produits du bois. Cependant, les énergies et les combustibles fossiles, qui représentent environ 50% des recettes totales d'exportation, sont de loin les premiers produits vendus par la Russie. Les taxes sur l'exportation de pétrole et gaz constituent à peu près un tiers des revenus de l'État russe. Le secteur des matières premières participe de ce fait au financement de la guerre contre l'Ukraine.

Pour être efficaces, les sanctions imposées à la Russie par les États-Unis, l'UE, le Royaume-Uni et plusieurs autres États devaient donc également frapper le secteur russe des matières premières. Le 8 mars 2022, Washington a décidé de cesser l'importation de pétrole, de gaz et de charbon provenant de Russie. Le même jour, le Royaume-Uni et l'UE ont fait part de leur volonté de se libérer progressivement de leur dépendance à l'égard de l'énergie russe. Après avoir instauré un embargo sur l'importation de charbon russe en août 2022, l'UE souhaite mettre fin à l'importation de



Des ouvriers vus à travers un tuyau sur un site de construction de l'extension du gazoduc russe TurkStream en Bulgarie, en juin 2020. *Stoyan Nenov / Reuters*

pétrole brut russe (pétrole non transformé) et de produits pétroliers russes (produits transformés tels que l'essence et le diesel) transportés par voie maritime à partir du 5 décembre 2022 et du 5 février 2023 respectivement. L'embargo de l'UE, qui touche environ 90% des livraisons de pétrole russe, ne s'applique pas au pétrole acheminé via l'oléoduc Droujba sur une ligne nord traver-

sant la Biélorussie pour arriver jusqu'en Pologne et en Allemagne et sur une ligne sud traversant l'Ukraine pour atteindre la Slovaquie, la République tchèque et la Hongrie. L'UE compte également réduire de deux tiers ses importations de gaz russe en l'espace d'un an, avec pour objectif de s'affranchir totalement de cette dépendance d'ici la fin de la décennie.

Autre élément qui pourrait avoir des conséquences tout aussi graves pour l'économie russe, plus d'un millier d'entreprises étrangères ont arrêté leurs activités en Russie dans une démarche de «sanction volontaire». Dans le secteur de l'énergie, un peu plus de 40% des groupes internationaux se sont retirés ou ont cessé leurs activités à titre temporaire. De grands noms tels que BP, Shell et Exxon Mobile en font partie.

Les revenus russes issus de l'exportation de matières premières n'ont pas chuté au cours des neuf mois qui se sont écoulés depuis le début de la guerre. À moyen et long terme cependant, les sanctions et l'isolement progressif de la Russie vis-à-vis des marchés occidentaux devraient avoir des répercussions majeures sur le secteur russe de l'énergie et sur l'avenir du pays comme puissance exportatrice de matières premières fossiles.

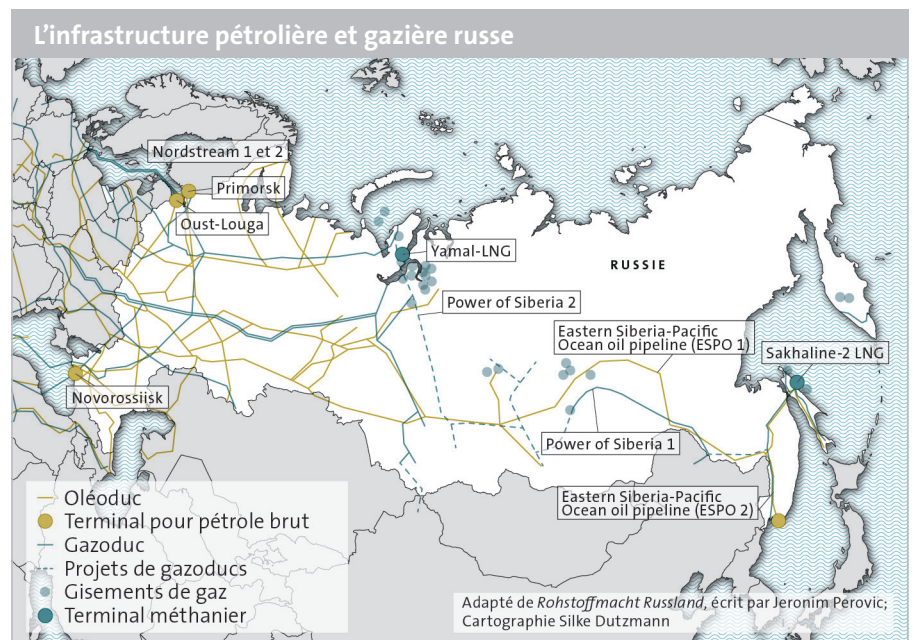
Revenus des matières premières

Toute intervention sur le marché mondial de l'énergie est délicate, car elle perturbe le fragile équilibre entre l'offre et la demande et peut ainsi faire grimper les prix. Le marché du pétrole, très mondialisé, est notamment exposé à ce risque. La hausse de la

Les volumes de pétrole exportés par la Russie n'affichent pas de baisse majeure à la fin 2022.

demande avait déjà suscité des tensions sur les prix avant la guerre. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la volonté annoncée des pays occidentaux de cesser d'importer du pétrole russe ont créé des incertitudes supplémentaires qui ont encore fait monter les prix. Alors que le baril de pétrole Brent se négociait autour de 90 dollars américains à la veille de la guerre, son prix s'est envolé jusqu'à dépasser temporairement les 120 dollars américains.

L'UE a de loin été le principal acheteur de pétrole russe, qui constituait environ un quart de ses importations totales de pétrole. Or, elle n'a pas décrété d'embargo immédiat. Du fait de la hausse des prix, la Russie a donc pu tirer des revenus bien plus élevés de ses exportations. D'autre part, les entreprises énergétiques russes ont commencé à vendre plus de pétrole aux pays qui n'adhéraient pas aux sanctions, en particulier la Chine, l'Inde et la Turquie. Pour gagner d'importantes parts de marché le plus rapidement possible, la Russie leur a proposé son pétrole à des prix très inférieurs au niveau du marché mondial. La stratégie a fonctionné: la part de la Russie dans les



importations de pétrole de l'Inde est ainsi passée de 1% seulement en février 2022 à 18% en juin 2022. En juin 2022 également, les importations chinoises de pétrole russe étaient supérieures de 55% à celles de l'année précédente à la même époque. La Turquie a également augmenté de façon significative ses importations de pétrole en provenance de Russie. Dans l'ensemble, les volumes de pétrole exportés par la Russie n'affichent pas de baisse majeure à la fin 2022, mais se sont déplacés sur le plan géographique.

Contrairement au marché du pétrole, le marché du gaz est plus régionalisé, car la Russie achemine la majeure partie de son gaz vers l'Europe et la Turquie via des gazoducs. Mais là aussi, il y a eu des secousses: la guerre en Ukraine a éclaté en pleine crise des prix de l'énergie en Europe. Les prix du gaz sur le marché au comptant européen avaient déjà été multipliés par six. Et comme le gaz constitue une source d'énergie importante pour la production d'électricité, le prix de l'électricité a grimpé en conséquence. Les prix élevés de l'énergie ont joué un rôle important dans l'envolée de l'inflation en Europe. À l'inverse, la Russie, qui représentait à peine 40% des importations de gaz de l'UE avant la guerre, a profité de cette flambée des prix et réalisé des bénéfices sans précédent sur ses exportations de gaz. La baisse des livraisons de gaz naturel russe en Europe n'est donc pas imputable aux mesures prises par l'UE, mais plutôt à l'entreprise

nationale russe Gazprom qui, en réaction aux sanctions occidentales, a progressivement réduit son approvisionnement pour atteindre environ 20% du niveau de l'année précédente. Alors que les gazoducs qui passent par la Pologne (Yamal) et alimentent l'Allemagne (Nord Stream 1 et 2) sont à l'arrêt ou en panne, les livraisons vers la Turquie par les pipelines de la mer Noire n'affichent pas de baisse significative. Malgré la guerre, Gazprom continue d'acheminer d'importants volumes de gaz vers sa clientèle européenne via le système de transport traversant l'Ukraine.

Si l'un des objectifs des sanctions occidentales était d'assécher les revenus de la Russie issus de l'exportation de matières premières, ces mesures ont pour l'instant raté leur cible. Jusqu'à présent, les prix élevés des matières premières fossiles sur le marché mondial et la possibilité pour la Russie de réorienter une partie de ses exportations de pétrole vers la Turquie et l'Asie ont protégé les entreprises russes contre une baisse de leurs revenus. Selon les estimations du Center for Research on Energy and Clean Air (CREA), au cours des neuf mois qui ont suivi l'agression contre l'Ukraine, la vente de pétrole, de gaz et de charbon a, au contraire, rapporté à la Russie la somme record de 230 milliards d'euros. Environ la moitié des recettes tirées des matières premières russes provenaient des pays de l'UE. La Russie s'étant constitué avant la guerre un important matelas financier destiné à amortir les effets des sanctions, le Kremlin ne sera pas à

court d'argent de sitôt, même dans l'éventualité où ses revenus issus des matières premières viendraient à baisser. Si le pays n'est donc pas sous la menace d'une faillite immédiate, les sanctions auront toutefois de nettes répercussions sur son secteur de l'énergie à moyen et long terme.

Gazoducs et gaz liquéfié

Même si beaucoup de pays européens souffrent de la baisse des livraisons de gaz russe, l'Europe dans son ensemble est mieux équipée pour se passer des énergies fossiles russes que la Russie ne l'est pour faire face au découplage énergétique de l'Europe et aux sanctions occidentales. Sur le plan de l'approvisionnement en gaz, la stratégie de l'Europe était bien plus diversifiée que celle de la Russie avant la guerre, grâce à plusieurs autres fournisseurs (la Norvège et l'Algérie, ainsi que le Qatar, les États-Unis et le Nigeria pour le gaz liquéfié) qui acheminaient en 2021 environ les trois quarts de leur gaz vers l'Europe. La Chine, en revanche, n'a absorbé en 2021 qu'un peu plus de 3% du gaz russe, transporté depuis les gisements de Sibérie orientale via un gazoduc ouvert en 2019 seulement. La hausse prévue des arrivées de gaz par gazoduc en provenance d'autres destinations comme l'Azerbaïdjan et la construction de nouveaux terminaux de gaz liquéfié devraient permettre à l'UE d'augmenter sensiblement ses importations de gaz d'ici quelques années. Par ailleurs, l'Allemagne et d'autres États de l'UE ont réduit leur consommation de gaz et les pays européens ont entrepris de promouvoir davantage les énergies renouvelables.

La Russie a également développé ses capacités en matière de gaz liquéfié ces dernières années. Avec une part d'environ 10% du volume de gaz liquéfié négocié dans le monde, la Russie compte parmi les principaux exportateurs de ce produit, aux côtés des États-Unis, du Qatar et de l'Australie. Si elle a fortement réduit ses livraisons de gaz à l'Europe via les gazoducs existants, la Russie a augmenté de 50% ses exportations de gaz liquéfié sur le marché de l'UE. Actuellement, la production russe représente environ 15% de l'approvisionnement européen en gaz liquéfié. Globalement, l'UE a plutôt bien réussi à compenser la défaillance des gazoducs russes en faisant appel à d'autres importateurs, en réalisant des économies et en procédant à des redistributions. Toutefois, l'augmentation massive des importations de gaz liquéfié russe est en nette contradiction avec la volonté annoncée de réduire les livraisons d'énergie en provenance de Russie. Si l'UE applique des

sanctions touchant les importations de gaz liquéfié russe, la Russie pourra certainement écouler sans problème sa production en Asie: aujourd'hui déjà, environ 10% du volume total des exportations de gaz russe sont acheminés vers l'Asie-Pacifique sous forme de gaz liquéfié.

Mais c'est justement au niveau de la production de gaz liquéfié que le retrait des entreprises occidentales, principales pourvoyeuses de technologies de forage et de liquéfaction, ainsi que de logiciels, sera difficile à compenser. La Russie ne possède pas les capacités nécessaires pour remplacer intégralement ces technologies. Dans ce contexte, l'entreprise énergétique privée russe Novatek, deuxième productrice de gaz naturel après Gazprom et première productrice de gaz liquéfié en Russie, a annoncé que le démarrage de la production d'Arctic LNG 2, un grand projet de gaz liquéfié sur la péninsule de Yamal, serait reporté d'un an, alors que celui-ci était initialement prévu pour début 2023. Les entreprises occidentales participant au projet, notamment Total (France), Linde et Siemens (Allemagne) ou encore Mitsui (Japon), qui avait apporté leur savoir-faire technique, leurs services et leurs moyens financiers, avaient précédemment mis fin à leur coopération. L'entreprise Daewoo Heavy, basée en Corée du Sud, s'est également retirée du contrat de construction de 15 méthaniers.

Compte tenu de ces facteurs limitant le développement de la production de gaz liquéfié, la Russie continuera à exporter l'essentiel de son gaz par gazoduc. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il faudra encore une dizaine d'années avant que les gazoducs aient la capacité suffisante pour permettre d'exporter vers la Chine et d'autres pays asiatiques des volumes équivalents aux exportations vers l'UE en 2021 (155 milliards de m³). Cela suppose toutefois que la Russie puisse accéder aux capitaux et aux technologies nécessaires et soit en mesure de maintenir sa production de gaz à un niveau élevé. Or, entre janvier et octobre 2022, celle-ci a chuté de près de 20% par rapport à la même période l'année précédente.

Production et exportation de pétrole

L'Europe semble également en meilleure position sur la question du pétrole. Même si la Russie exporte la majeure partie de son pétrole par voie maritime, ce qui lui permet de réagir avec plus de souplesse aux modifications de l'environnement économique

mondial, les entreprises russes sont très dépendantes de pétroliers appartenant à des sociétés occidentales pour le transport de leur marchandise. L'UE et le Royaume-Uni ont donc décidé que ces navires ne seraient plus assurés s'ils transportaient du pétrole russe. Les pays du G7 et l'UE se sont mis d'accord sur un système de contrôle des prix qui interdit aux propriétaires de pétroliers, aux compagnies d'assurance et aux autres prestataires de services maritimes relevant de leur juridiction de servir le commerce de pétrole russe, sauf si les barils sont vendus à des prix prédéfinis dont le plafond est actuellement fixé à 60 dollars américains par baril. Si l'on peut s'attendre à ce que des

Au niveau de la production de gaz liquéfié, le retrait des entreprises occidentales sera difficile à compenser.

pays comme l'Inde, la Chine et la Turquie augmentent leurs importations de pétrole et de produits pétroliers russes, il y a peu de chances que les pays non occidentaux parviennent à compenser totalement la défection du marché européen. À l'avenir, la Russie devra donc probablement vendre son pétrole à des prix plus bas.

En outre, une grande partie du pétrole russe provient de gisements utilisés depuis l'époque soviétique, qui ont dépassé depuis longtemps leur pic de production. Les groupes énergétiques russes sont donc contraints d'exploiter des réserves plus exigeantes du point de vue technique, situées dans des régions arctiques reculées et dans les eaux côtières. La Russie avait déjà commencé à produire elle-même certaines technologies destinées au secteur de l'énergie à la suite des sanctions imposées par l'Occident en 2014. Cependant, avant le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en février 2022, les produits étrangers représentaient encore 50 à 60% des équipements utilisés pour les projets non conventionnels exigeants sur le plan technique. Il est difficile de savoir dans quelle mesure les entreprises russes parviendront à importer des technologies occidentales via des pays tiers, ni si des entreprises non occidentales pourront remplacer certaines technologies occidentales, dans quelle mesure et à quel prix.

L'avenir fossile de la Russie

Quelle que soit l'issue de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le système énergétique mondial devrait connaître des mutations

importantes et durables. Le découplage économique de la Russie vis-à-vis de ses marchés européens traditionnels, le transfert des flux d'énergie vers la Turquie et la région Asie-Pacifique et l'importance croissante du gaz liquéfié sur le marché mondial ne sont que trois exemples des évolutions qui définiront le rôle et la place des énergies

La réorientation de la Russie vers la Turquie et l'Asie prendra plus de temps sur le marché du gaz, qui reste très régionalisé.

fossiles russes à l'avenir. Si l'on peut s'attendre à une adaptation rapide du marché mondialisé du pétrole, la réorientation de la Russie vers la Turquie et vers l'Asie prendra sans doute beaucoup plus de temps sur le marché du gaz, qui reste très régionalisé. Si elle souhaite augmenter de façon significative ses livraisons de gaz à la Chine, la Russie devra développer massivement les infrastructures de transport existantes en Sibérie orientale et dans l'Extrême-Orient russe – en raccordant notamment les centres de production reculés de Sibérie occidentale au système de gazoducs de Sibérie orientale. Cependant, les investissements colossaux que cela exige ne seront rentables que si la demande d'énergie fossile reste forte au cours des 20 à 30 prochaines années.

C'est précisément le plus grand facteur d'incertitude pour la Russie à l'heure actuelle. D'une part, les pays européens s'efforcent, pour des raisons géopolitiques, de diversifier leurs importations d'énergie et de réduire leur dépendance à l'égard de l'énergie russe.

D'autre part, ces changements sur le marché mondial de l'énergie interviennent à un moment où de nombreux États s'engagent dans une démarche à long terme de décarbonisation de leurs économies afin d'atteindre les objectifs climatiques fixés au niveau international. Ainsi, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'UE souhaitent arrêter d'utiliser des combustibles fossiles pour produire de l'électricité d'ici 2040 au plus tard. Ils encouragent en parallèle le développement des énergies renouvelables et régénératives. Au premier semestre 2022, près de 50% de l'électricité produite en Allemagne provenait déjà de sources d'énergie renouvelable (éolien, bio-gaz, photovoltaïque, hydraulique et autres). Une baisse de la demande mondiale d'énergies fossiles aurait un impact sur les prix du marché international et créerait des incertitudes quant à la rentabilité à long terme de nouveaux investissements dans des projets pétroliers et gaziers.

Le secteur russe de l'énergie est très mal préparé à cette situation. Même si la Russie dispose d'autres biens très demandés sur le marché mondial, les énergies et les combustibles fossiles constituent l'essentiel de ses exportations. La Russie a davantage mis l'accent sur les énergies renouvelables ces dernières années. Mais selon les données du *BP Statistical Review of World Energy*, elles ne représentaient qu'environ 0,1% de la consommation d'énergie primaire en 2020. En ce qui concerne la production d'électricité, la part du gaz et du charbon a diminué ces dernières années. Dans ce domaine, la Russie mise essentiellement sur l'énergie hydraulique et sur l'énergie nu-

cléaire, qui représentent chacune environ 20% de la production. Les énergies renouvelables (notamment l'éolien et le solaire) restent là aussi marginales avec une part d'environ 0,3%.

La Russie aurait un immense potentiel de production d'énergies alternatives. Néanmoins, le commerce du pétrole et du gaz s'est avéré si rentable ces dernières années que cela n'a pas incité l'État russe à promouvoir activement le secteur des énergies non fossiles. L'abondance des ressources fossiles constitue l'un des piliers du système de pouvoir mis en place par Vladimir Poutine depuis 20 ans, fondé sur le contrôle étatique des grandes entreprises énergétiques du pays. Et c'est aussi ce lien problématique entre énergie et pouvoir qui favorise les tendances autoritaires et empêche les réformes économiques. Mais à long terme, une dégradation du statut de la Russie comme puissance mondiale exportatrice de matières premières aurait assurément des conséquences sur le fonctionnement de l'économie nationale russe et donc sur le système politique du pays.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Jeronim Perović est professeur à l'Université de Zurich et directeur du Center for Eastern European Studies (CEES). Son dernier livre s'intitule *Rohstoffmacht Russland. Eine globale Energiegeschichte*, (Vienne – Cologne: Böhlau, 2022).

Cette analyse est le fruit d'une coopération stratégique entre le CSS et le CEES.